

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS



LIBOURNE

PLU approuvé par D.C.M. 15 décembre 2016

1^{ère} Modification simplifiée du PLU prescrite par D.C.C. du

1^{ère} modification simplifiée du PLU mise à disposition du public du au

1^{ère} Modification simplifiée du PLU approuvée par D.C.C. du

1^{ère} Modification simplifiée du PLAN LOCAL d'URBANISME

7.0 LE SECTEUR D'INFORMATION SUR LES SOLS (SIS) DE LIBOURNE

METROPOLIS, territoires

10 rue du 19 mars 1962

33 130 BEGLES





PRÉFET DE LA GIRONDE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

Service des Procédures Environnementales

ARRÊTÉ DU 21 FEV. 2019

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

CRÉATION DE SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS (SIS)

**Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfet de la Gironde,**

Vu le code de l'Environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses articles L. 556-2, L. 125-6, L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-5, L. 514-5 et R.125-41 à R.125-47 ;

Vu l'article 173 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols SIS ;

Vu le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L. 125-6 et L. 125-7 du code de l'Environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;

Vu le rapport et les propositions du 15 février 2019 de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu les avis émis par les communes des EPCI entre le 01/02/2018 et le 01/08/2018 ;

Vu l'information des propriétaires concernés par le projet de création de secteurs d'information sur les sols, par courrier préfectoral du 13/07/2018 ;

Vu les observations du public recueillies entre le 05/10/2018 et le 26/10/2018 ;

Considérant qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

Considérant que les activités exercées par les sociétés dont les noms figurent sur l'annexe 1, est à l'origine de pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que les communes du département de la Gironde ont été consultées sur les projets de création de Secteurs d'Information des Sols situées sur leur territoire ;

Considérant que les propriétaires des terrains d'assiette concernés par des projets de création de Secteurs d'Informations des Sols ont été informés ;

Considérant que la consultation du public a été réalisée du 05/10/2018 au 26/10/2018 ;

Considérant que les remarques des communes, des propriétaires et du public ont été prises en compte et qu'elles ne remettent pas en cause les projets de création de Secteur d'Information des Sols ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : GÉNÉRALITÉS

Conformément à l'article R. 125-45 du Code de l'environnement, les Secteurs d'Information des Sols suivants sont créés, pour l'Établissement Public de coopération Intercommunal – CA du Libournais:

- Sur la commune de ABZAC :

Identifiant SIS	Nom usuel
33SIS06219	SPARFLEX (ex-QUIBEL S.A)

- Sur la commune de ARVEYRES :

Identifiant SIS	Nom usuel
33SIS06241	CET ARVEYRES

- Sur la commune de LIBOURNE :

Identifiant SIS	Nom usuel
33SIS06248	Ancienne usine à gaz - Centre EDF-GDF Services

Ces Secteurs d'Informations des Sols sont annexés au présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 : PUBLICATION

Les secteurs d'Information des Sols mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site Internet <http://www.georisques.gouv.fr>

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

ARTICLE 3 : NOTIFICATIONS

Conformément à l'article R. 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale dont le territoire comprend un ou des Secteurs d'Informations des Sols mentionnés à l'article 1.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée en mairie des communes concernées par le présent arrêté et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R181-50 du code de l'environnement**, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai de **quatre mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « WWW.TELERECOURS.FR ».

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Maires et présidents d'EPCI mentionnés à l'article 1, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Bordeaux, le

21 FEV. 2019

LE PRÉFET

~~Donné le Préfet et par délégation.~~
~~le Secrétaire Général,~~

Thierry SUQUET

Extrait de l'Annexe 1 de l'arrêté de création SIS
(Secteur d'Informations sur les Sols)
du 21 février 2019
relatif à la commune de Libourne

Identification

Identifiant	33SIS06248
Nom usuel	Ancienne usine à gaz - Centre EDF-GDF Services
Adresse	67 Rue de Montaudon
Lieu-dit	
Département	GIRONDE - 33
Commune principale	LIBOURNE - 33243
Caractéristiques du SIS	Ancienne usine fabriquant du gaz à partir de la distillation de la houille, exploitée de 1847 à 1957, au sud-est du centre ville de Libourne (33). Le site occupe une superficie totale d'environ 13 000 m ² . Actuellement, le terrain est réutilisé pour les besoins des entreprises EDF et ENGIE (ex-GDF). Des bâtiments administratifs et techniques occupent les terrains. Une surveillance des eaux souterraines est toujours en cours au droit du site.
Etat technique	Site concerné par une action nationale de l'Etat (protocole Usines à gaz)
Observations	<p>Gaz de France (GDF) a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis à vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de population sur le site...). L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de cinq classes de priorité pour lesquelles les engagements de GDF ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz entre le Ministère de l'Environnement et GDF signé le 25 avril 1996.</p> <p>Le site de Libourne est en classe 3 du protocole. De ce fait, c'est un site dont la sensibilité vis à vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles est faible.</p> <p>L'engagement national de GDF sur les sites de classe 3 était de réaliser dans un délai de 8 ans (avant fin avril 2004) une étude historique avec localisation des cuves qui seraient systématiquement vidées et comblées.</p> <p>En vue d'un réaménagement interne pour les besoins d'EDF-GDF, un diagnostic approfondi a été réalisé entre 1994 et 1996. L'ensemble de l'étude a consisté à effectuer des recherches historiques et documentaires, à rechercher des ouvrages enterrés, à évaluer l'impact du site sur les ressources locales en eaux (eaux souterraines et superficielles), à caractériser le sol superficiel et en profondeur. De cette étude, il est ressorti qu'il existait sur le site une cuve enterrée ayant servi au stockage du goudron.</p> <p>Les travaux de vidange de la cuve se sont déroulés du 30 janvier au 10 février 2006. Un volume de 72 m³ (environ 128 tonnes) de matériaux souillés a été extrait. Le remblaiement a été effectué avec des matériaux sains. Les terres de l'ancienne cuve à carburants ont été laissées en place avec les caractéristiques suivantes : HCTX (</p>

hydrocarbures totaux) 4800 mg/kg, BTEX (composés organiques mono-aromatiques volatils) 83 mg/kg, HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) 3640 mg/kg, Benzo(a)pyrène 88 mg/kg.

Des informations précises et complémentaires peuvent être obtenues en consultant la fiche BASOL correspondante sur "<http://basol.developpement-durable.gouv.fr/>".

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL	Base BASOL	33.0095	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=33.0095

Sélection du SIS

Statut	Consultable
Critère de sélection	Terrains concernés à risques avérés
Commentaires sur la sélection	Site concerné par le protocole "Usines à gaz"

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	444114.0 , 6428364.0 (Lambert 93)
Superficie totale	20389 m ²
Perimètre total	911 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LIBOURNE	CE	164	04/12/2017
LIBOURNE	CE	288	04/12/2017
LIBOURNE	CE	289	04/12/2017
LIBOURNE	CE	290	04/12/2017

Documents

Cartographie

